

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2005 — 114

[2004/203845]

**23 JUIN 2004. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
relatif à l'organisation des examens du jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 12 mai 2004 portant organisation du jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire, notamment les articles 8, 13, 23, 25, 26, 27, 33, 44, 46, 48, 50, et 53;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 2 juin 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 juin 2004;

Considérant qu'il s'agit d'un cas d'urgence;

Que le décret qui sert de fondement à l'arrêté entre en vigueur le 1^{er} juin 2004;

Que les premières sessions d'examens sont organisées dès le 22 août 2004;

Que les périodes et les modalités d'inscriptions doivent être fixées rapidement afin de permettre les appels aux candidats dans le courant du mois de juin 2004;

Que les dispositions du présent arrêté concernent les mesures d'exécution indispensables à l'organisation des sessions d'examens 2004-2005 de la première section et de la deuxième section du jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire, notamment en fixant certaines modalités de déroulement des examens;

Vu l'avis n^o 37.392/2 du Conseil d'Etat donné le 17 juin 2004 en application de l'article 84, § 1^{er}, 2^o des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour les épreuves du deuxième degré, les inscriptions sont reçues :

1^o Pour la première session, du 1^{er} au 15 septembre inclus;

2^o Pour la deuxième session, du 22 au 31 janvier inclus;

Pour les épreuves du troisième degré général, les inscriptions sont reçues :

1^o Pour la série I de la première session, du 22 au 31 août inclus;

2^o Pour la série II de la première session :

a) du 22 au 31 août inclus, pour les candidats visés à l'article 29, § 1^{er}, 2^o, a) et b) du décret du 12 mai 2004 portant organisation du jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire;

b) du 15 au 21 octobre inclus, pour les candidats visés à l'article 29, § 1^{er}, 2^o, b) du décret du 12 mai 2004 précité qui, dans les délais fixés par l'arrêté royal du 20 juillet 1971 déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers, ont introduit une demande d'équivalence comprenant toutes les pièces permettant son examen et n'ont pas obtenu leur décision d'équivalence ou l'avis de la commission d'homologation avant la date de clôture des inscriptions indiquée au *littera a)* ci-avant.

3^o Pour la deuxième session, du 16 au 25 février inclus.

Pour les épreuves du troisième degré technique, artistique et professionnel, les inscriptions sont reçues :

1^o Pour la série I de la première session, du 22 au 31 août inclus;

2^o Pour la série II de la première session :

a) du 22 au 31 août inclus, pour les candidats visés à l'article 29, § 2, 2^o, a), b) et c) du décret du 12 mai précité;

b) du 15 au 21 octobre inclus, pour les candidats visés à l'article 29, § 2, 2^o, c) du décret précité qui, dans les délais fixés par l'arrêté royal du 20 juillet 1971 déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers, ont introduit une demande d'équivalence comprenant toutes les pièces permettant son examen et n'ont pas obtenu leur décision d'équivalence ou l'avis de la commission d'homologation avant la date de clôture des inscriptions indiquée au *littera a)* ci-avant.

3^o Pour la deuxième session, du 16 au 25 février inclus.

Art. 2. Les droits d'inscription aux épreuves conduisant à l'obtention des certificats d'enseignement secondaire et du diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur visés à l'article 1^{er}, § 1^{er}, du décret du 12 mai 2004 précité sont fixés à 50 EUR par session.

Ces droits sont acquittés lors de chaque inscription. Toutefois, les candidats qui sont inscrits en même temps aux examens des séries I et II effectuent le paiement des droits d'inscription se rapportant à la série II, au plus tard le deuxième jour ouvrable qui suit la proclamation des résultats de la série I.

Ces droits ne sont pas remboursables. Ils ne peuvent pas être reportés à une session ultérieure sauf pour des raisons médicales dûment justifiées.

Art. 3. Lors de l'inscription, les candidats fournissent les documents ou renseignements suivants :

1° un formulaire d'inscription dûment complété, daté et signé;

2° la preuve originale du paiement du droit d'inscription. Cette preuve mentionne les nom et prénom du demandeur, ainsi que le motif du paiement;

3° le programme certifié conforme par la direction de l'établissement choisi pour ce qui concerne les épreuves du deuxième et troisième degré de l'enseignement technique, artistique et professionnel;

4° les grilles-horaires hebdomadaires de la section ou orientation d'études dont le programme est présenté, certifiées conformes par le chef de l'établissement qui les organise, et ce, pour les épreuves du deuxième et troisième degré de l'enseignement technique, artistique et professionnel;

5° En ce qui concerne les épreuves de la série I :

a) la participation à une ou aux épreuves du troisième degré de l'enseignement général, technique, artistique ou professionnel;

b) le type d'enseignement choisi lorsqu'il s'agit des épreuves de l'enseignement technique, artistique ou professionnel;

c) l'intitulé de la section ou orientation d'études choisie pour les épreuves du troisième degré de l'enseignement technique, artistique ou professionnel.

6° En ce qui concerne les épreuves de la série II : la matière ou le groupe de matières choisies;

7° le titre donnant lieu à dispense, pour le candidat qui peut bénéficier de dispenses d'interrogations sur certaines matières conformément à l'article 6, § 2, l'article 25, § 4, et 10, l'article 46, § 7 et l'article 50, § 8, du décret du 12 mai 2004 précité ou l'attestation de réussite partielle pour celui qui peut en bénéficier conformément à l'article 25, § 10, l'article 46, § 5 et l'article 50, § 6, du décret précité.

Le candidat inscrit à la série II, qui n'est pas inscrit en même temps à la série I, mentionne la date d'homologation de son diplôme ou certificat, ou si son certificat est soumis à la Commission d'homologation des diplômes et certificats de l'enseignement secondaire, l'établissement qui l'a décerné et la section d'étude mentionnée sur le certificat.

Art. 4. Pour la partie écrite des examens des épreuves du jury, les candidats utilisent exclusivement le papier fourni par le jury.

Le président détermine les moyens, notamment les dictionnaires et ouvrages de références que les candidats peuvent utiliser. L'utilisation de tout ouvrage écrit ou notes est interdite.

Cette partie écrite ne peut, en outre, porter aucune indication de nature à faire reconnaître le candidat.

Les candidats ne peuvent avoir aucune communication avec l'extérieur ni entre eux. Le candidat convaincu de fraude est immédiatement ajourné.

Le candidat absent à un examen n'est pas autorisé à présenter les examens suivants du groupe d'épreuves concerné.

Les travaux écrits sont recueillis par le président, le secrétaire ou le secrétaire adjoint et mis immédiatement sous enveloppe en présence d'au moins trois membres du jury.

Art. 5. La dérogation au délai maximum de cinq ans durant lequel les attestations de réussite partielle doivent avoir été obtenues en vue de la délivrance des certificats d'enseignements secondaire visés aux articles 25, § 10, 46, § 6 et 50, § 7, du décret du 12 mai 2004 précité, peut être accordée, à titre exceptionnel, par le ministre au candidat qui en aura fait une demande motivée.

Le ministre précise le nouveau délai octroyé et les éventuelles conditions assorties à cette dérogation.

Art. 6. Aucun duplicata des certificats et diplômes conférés par le jury n'est délivré. Un extrait du registre des délibérations confirmant qu'un certificat ou un diplôme a été délivré peut être obtenu sur la production d'un récépissé d'un versement de 50 EUR.

Art. 7. Les articles 14, 15, 24, 25, 26, 27, 29, 30 et 33 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 décembre 1997 fixant les modalités d'examens, l'organisation et le fonctionnement du jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire (première section : enseignement secondaire du deuxième degré général, technique de transition et de qualification, artistique de transition et de qualification professionnel) sont abrogés.

Art. 8. Les articles 14, 15, 24, 25, 26, 27, 29, 31 et 36 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 14 septembre 1989 fixant les modalités d'examens, l'organisation et le fonctionnement du jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire (deuxième section : enseignement secondaire supérieur général) sont abrogés.

Art. 9. Les articles 14, 15, 20, 21, 24, 25, 26, 27, 30, 31 et 36 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 14 septembre 1989 fixant les modalités des examens, l'organisation et le fonctionnement du jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire (troisième section : enseignements secondaires supérieurs technique, artistique et professionnel) sont abrogés.

Art. 10. L'article 8 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 juin 1989 portant organisation du jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire est abrogé.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Art. 12. Le Ministre ayant l'Enseignement secondaire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 juin 2004.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,

P. HAZETTE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2005 — 114

[2004/203845]

23 JUNI 2004. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende organisatie van de examens van de Examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het secundair onderwijs

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 12 mei 2004 houdende de organisatie van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het secundair onderwijs, inzonderheid op de artikelen 8, 13, 23, 25, 26, 27, 33, 44, 46, 48, 50 en 53;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 2 juni 2004;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 8 juni 2004;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het decreet dat als grondslag dient voor het besluit op 1 juni 2004 in werking treedt;

Dat de eerste examenzittijden reeds vanaf 22 augustus 2004 worden georganiseerd;

Dat de perioden en nadere regels voor de inschrijving onverwijld moeten worden vastgesteld om de oproep tot de kandidaten in de loop van de maand juni 2004 mogelijk te maken;

Dat de bepalingen van dit besluit die uitvoeringsmaatregelen betreffen die onontbeerlijk zijn voor de organisatie van de examenzittijden 2004-2005 van de eerste afdeling en van de tweede afdeling van de Examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het secundair onderwijs, inzonderheid door de vaststelling van sommige regels voor de organisatie van de examens;

Gelet op het advies nr. 37.392/2 van de Raad van State, gegeven op 17 juni 2004 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de examens van de tweede graad, worden de inschrijvingen in ontvangst genomen :

1^o Voor de eerste zittijd, van 1 tot en met 15 september;

2^o Voor de tweede zittijd, van 22 tot en met 31 januari;

Voor de examens van de derde algemene graad, worden de inschrijvingen in ontvangst genomen :

1^o Voor reeks I van de eerste zittijd, van 22 tot en met 31 augustus;

2^o Voor reeks II van de eerste zittijd :

a) van 22 tot en met 31 augustus, voor de kandidaten bedoeld in artikel 29, § 1, 2^o, a) en b) van het decreet van 12 mei 2004 houdende de organisatie van de Examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het secundair onderwijs;

b) van 15 tot en met 21 oktober, voor de kandidaten bedoeld in artikel 29, § 1, 2^o, b), van het voormelde decreet van 12 mei 2004 die, binnen de termijn vastgesteld bij het koninklijk besluit van 20 juli 1971 tot vaststelling van de voorwaarden tot en de procedure van het verlenen van de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften, een aanvraag om gelijkwaardigheid samen met alle stukken voor het onderzoek ervan hebben ingediend en hun gelijkwaardigheidsbeslissing of het advies van de commissie voor homologatie niet hebben gekregen vóór de afsluitingsdatum voor de inschrijvingen bepaald in a) hierboven.

3^o Voor de tweede zittijd, van 16 tot en met 25 januari.

Voor de examens van de derde graad van het technisch, kunst- en beroepsonderwijs, worden de inschrijvingen in ontvangst genomen :

1^o Voor reeks I van de eerste zittijd, van 22 tot en met 31 augustus;

2^o Voor reeks II van de eerste zittijd :

a) van 22 tot en met 31 augustus, voor de kandidaten bedoeld in artikel 29, § 2, 2^o, a), b) en c) van het voormelde decreet van 12 mei 2004;

b) van 15 tot en met 21 oktober, voor de kandidaten bedoeld in artikel 29, § 2, 2^o, c), van het voormelde decreet van 12 mei 2004 die, binnen de termijn vastgesteld bij het koninklijk besluit van 20 juli 1971 tot vaststelling van de voorwaarden tot en de procedure van het verlenen van de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften, een aanvraag om gelijkwaardigheid samen met alle stukken voor het onderzoek ervan hebben ingediend en hun gelijkwaardigheidsbeslissing of het advies van de commissie voor homologatie niet hebben gekregen vóór de afsluitingsdatum voor de inschrijvingen bepaald in a) hierboven.

3^o Voor de tweede zittijd, van 16 tot en met 25 januari.

Art. 2. De inschrijvingsrechten voor de examens die leiden tot het bekomen van de getuigschriften van het secundair onderwijs en van het bekwaamheidsdiploma dat toegang verleent tot het hoger onderwijs bedoeld in artikel 1, § 1, van het voormelde decreet van 12 mei 2004 worden op 50 EUR per zittijd vastgesteld.

Die rechten worden bij elke inschrijving betaald. De kandidaten die tegelijk voor de examens van de reeksen I en II ingeschreven zijn, betalen echter de inschrijvingsrechten die betrekking hebben op reeks II uiterlijk op de tweede werkdag die volgt op de bekendmaking in openbare zitting van de uitslagen van reeks I.

Die rechten zijn niet terugbetaalbaar. Ze kunnen niet uitgesteld worden naar een latere zittijd, behalve om behoorlijk verantwoorde medische redenen.

Art. 3. Bij de inschrijving delen de kandidaten de volgende documenten of inlichtingen mee :

1° een behoorlijk ingevuld gedateerd en ondertekend inschrijvingsformulier,

2° het originele bewijs van de betaling van het inschrijvingsrecht. Dat bewijs vermeldt de naam en de voornaam van de aanvrager, alsook de betalingsreden;

3° het programma dat voor eensluidend wordt verklaard door het bestuur van de gekozen inrichting voor de examens van de tweede en derde graad van het technisch, kunst- en beroepsonderwijs;

4° de wekelijkse lesroosters van de studiefaculteit of -richting waarvan het programma wordt voorgesteld, voor eensluidend verklaard door het hoofd van de inrichting die ze organiseert, voor de examens van de tweede en derde graad van het technisch, kunst- en beroepsonderwijs;

5° voor de examens van reeks I :

a) de deelneming aan één of alle examens van de derde graad van het algemeen, technisch, kunst- of beroepsonderwijs;

b) het gekozen onderwijstype, als het gaat om de examens van het technisch, kunst- of beroepsonderwijs;

c) de benaming van de studiefaculteit of -richting die wordt gekozen voor de examens van de derde graad van het technisch, kunst- of beroepsonderwijs;

6° Voor de examens van reeks II : het gekozen vak of de gekozen vakkengroepen;

7° het bekwaamheidsbewijs dat, voor de kandidaat die vrijstellingen van ondervragingen over bepaalde vakken geniet, vrijstelling verleent overeenkomstig artikel 6, § 2, artikel 25, § 4 en § 10, artikel 46, § 7 en artikel 50, § 8, van het voormelde decreet van 12 mei 2004, of het attest van gedeeltelijk welslagen voor deze die dit kan genieten overeenkomstig artikel 25, § 10, artikel 46, § 5, en artikel 50, § 6, van het voormelde decreet.

De kandidaat ingeschreven voor reeks II, die niet tegelijk voor reeks I ingeschreven is, vermeldt de datum van homologatie van zijn diploma of getuigschrift, of, indien zijn getuigschrift wordt voorgelegd aan de Commissie voor homologatie van de diploma's en getuigschriften van het secundair onderwijs, de inrichting die het heeft uitgereikt en de studiefaculteit vermeld op het getuigschrift.

Art. 4. Voor het schriftelijk deel van de examens van de Examencommissie, gebruiken de kandidaten uitsluitend het door de Examencommissie ter beschikking gestelde papier.

De voorzitter bepaalt de middelen, inzonderheid de woordenboeken en naslagwerken die de kandidaten mogen gebruiken. Het gebruik van elk ander schriftelijk werk of andere notities is verboden.

Dat schriftelijk deel mag bovendien geen vermelding dragen waardoor de kandidaat zou kunnen worden geïdentificeerd.

De kandidaten mogen op generlei wijze in communicatie treden met personen van buitenaf, noch met andere kandidaten. De kandidaat die op fraude wordt betrapt, wordt onmiddellijk uitgesloten.

De kandidaat die bij een examen afwezig is, mag de volgende examens van de betrokken examengroep niet afleggen.

De schriftelijke werken worden door de voorzitter, de secretaris of de adjunct-secretaris ingezameld en onmiddellijk onder omslag verzegeld in het bijzijn van ten minste drie leden van de Examencommissie.

Art. 5. De afwijking van de maximumtermijn van vijf jaar gedurende welke de attesten van gedeeltelijk welslagen moeten zijn behaald met het oog op de uitreiking van de getuigschriften van het secundair onderwijs bedoeld in de artikelen 25, § 10, 46, § 6 en 50, § 7, van het voormelde decreet van 12 mei 2004, kan, uitzonderlijk, door de Minister worden verleend aan de kandidaat die een met redenen omklede aanvraag heeft ingediend.

De minister bepaalt de nieuwe termijn en de eventuele voorwaarden voor die afwijking.

Art. 6. Er wordt geen duplicaat van de door de Examencommissie uitgereikte getuigschriften en diploma's afgeleverd. Een uittreksel van de notulen waarin de uitslagen van de beraadslaging worden opgenomen waarbij wordt bevestigd dat een getuigschrift of een diploma werd uitgereikt, kan worden verkregen op overlegging van een ontvangstbewijs van de betaling van 50 EUR.

Art. 7. De artikelen 14, 15, 24, 25, 26, 27, 29, 30 en 33 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 31 december 1997 tot vaststelling van de wijze waarop de examens worden afgenomen, van de organisatie en de werking van de Examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het secundair onderwijs (eerste afdeling : secundair onderwijs van de tweede graad : algemeen onderwijs, technisch onderwijs (doorstromings- en kwalificatieafdeling), kunstonderwijs (doorstromings- en kwalificatieafdeling), en beroepsonderwijs worden opgeheven.

Art. 8. De artikelen 14, 15, 24, 25, 26, 27, 29, 31 en 36 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 14 september 1989 tot vaststelling van de wijze waarop de examens worden afgenomen, van de organisatie en de werking van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het secundair onderwijs (tweede afdeling : algemeen hoger secundair onderwijs) worden opgeheven.

Art. 9. De artikelen 14, 15, 24, 25, 26, 27, 30, 31 en 36 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 14 september 1989 tot vaststelling van de wijze waarop de examens worden afgenomen, van de organisatie en de werking van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het secundair onderwijs (derde afdeling : hoger secundair technisch, kunst- en beroepsonderwijs) worden opgeheven.

Art. 10. Artikel 8 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 juni 1989 houdende inrichting van de examencommissie van de Franse Gemeenschap van het secundair onderwijs wordt opgeheven.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

Art. 12. De Minister tot wiens bevoegdheid het Secundair Onderwijs behoort, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 23 juni 2004.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE